et Trotzky avaient en vain sollicité notre appui, alors qu'il pouvait être réellement efficace et que nous disposions de deux éléments indispensables : le temps et l'espace. Aujourd'hui, les heures sont comptées et les Allemands diminuent rapidement la distance qui les séparait de Pétrograd. Les conditions sont donc médiocres. Pour que la collaboration soit pratiquement acceptable pour les commissaires, il faut qu'elles s'affirment sérieuses.

« Dans quinze jours, c'est-à-dire avant la signature des nouveaux pourparlers, nous pourrons examiner l'état de l'armée russe, remise en train avec notre appui. Il me semble que si nous montrons l'agilité et l'énergie qu'il faut déployer dans ces heures critiques, nous aurons déjà constitué quelque chose, le peu qui doit suffire à empêcher, pendant plusieurs mois, une avance sérieuse des Allemands. »

Victor Serge, dans son ouvrage *L'An I de la Révolution russe,* fait le récit des événements dramatiques de cette époque. « *Trotzky informe le 22 février le Comité central d'une proposition des Alliés : la France et l'Angleterre seraient disposées à soutenir la Russie dans sa résistance à l'Allemagne. Il croit cette proposition acceptable,* L'INDÉPENDANCE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES SOVIETS RESTANT ASSURÉE. *Boukharine demande le rejet. Lénine n'est pas venu, mais il a griffonné d'une écriture hâtive ces quelques mots sur un bout de papier :* « Veuillez compter ma voix *pour* l'acceptation de l'appui et de l'armement des bandits impérialistes anglo-français » (page 193).

Ainsi, pour Lénine et Trotzky, il n'y avait pas d'opposition de principe infranchissable à une aide des puissances impérialistes, si périlleuse que puisse être celle-ci pour l'existence du socialisme en Russie. Mais en même temps, Trotzky indique la condition pour l'acceptation de cette aide : *l'indépendance de la politique étrangère des soviets reste assurée.* En fait, cette aide n'eut pas le temps de se produire; il était trop tard pour résister par les armes à l'invasion allemande, et quelques jours après, la Russie signait l'infâme traité de Brest-Litovsk.

Pour un socialiste français, pas plus que pour un révolutionnaire espagnol, il ne peut y avoir une opposition de principe à une aide militaire de la France bourgeoise, à condition que *l'indépendance et la liberté d'action du peuple espagnol restent assurées.* C'est ce à quoi nous devons veiller par-dessus tout. Il est clair que dans ce but, il vaudrait mieux que l'on fasse un choix de volontaires, ou, si ce n'est pas suffisant, d'éléments militaires donnant un minimum de garantie républicaine. Mais il est clair aussi que c'est aux travailleurs espagnols à faire en sorte que les militaires français, volontaires ou non, ne puissent pas servir à une quelconque répression contre eux-mêmes.

Une aide militaire peut aussi se faire sentir d'une autre façon : par exemple, par l'escorte des cargos de ravitaillement accompagnés de navires de guerre français, etc...

« Mais, s'écrient certains camarades, une aide militaire à l'Espagne ne peut être effective que si l'impérialisme français est décidé à combattre ouvertement les autres impérialismes. De toute façon, cette volonté signifierait en France la réalisation de l'Union sacrée. Est-ce ce que vous souhaitez ? » Remarquons l'hostilité à peu près systématique de toutes les fractions bourgeoises, des radicaux aux fascistes, à la simple aide matérielle de la République espagnole. En fait, l'impérialisme français est prêt à négocier d'une part avec Franco, et d'autre part avec Mussolini un compromis provisoire en Méditerranée, afin de lancer toutes ses forces contre l'Allemagne. Il n'est pas un seul journal bourgeois qui ne fasse aujourd'hui campagne pour le maintien de la politique de « non-intervention » sous le prétexte fallacieux de sauver la paix. En fait, la guerre d'Espagne a montré depuis deux ans à quel point la bourgeoisie française savait subordonner les intérêts nationaux qui l'opposent à d'autres bourgeoisies, à ses intérêts de classe. Depuis juillet 36, elle n'a eu qu'un but, quelles que fussent par ailleurs ses tendances politiques : détruire la révolution prolétarienne naissante en Espagne, exemple dangereux pour la classe ouvrière française, dont les grèves de juin avaient montré l'essor. Jamais les paroles de Marx sur la Commune de Paris n'ont été aussi vraies qu'aujourd'hui : « *Le régime des classes ne peut plus désormais se couvrir du déguisement de l'uniforme national. Les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat.* » L'union sacrée ne peut se réaliser que dans la subordination des buts prolétariens aux intérêts impérialistes de la bourgeoisie. Cela signifie en France, et les récents événements parlementaires l'ont bien confirmé, que la bourgeoisie met comme condition indispensable à l'union nationale — réalisée d'ailleurs sous sa propre direction — une politique rigoureuse de non-intervention en Espagne, en un mot, l'union nationale en France ne se réalisera que pour la défense de la France et l'abandon des gouvernementaux. Toute aide active à Barcelone est un défi et un soufflet lancé à la face de la bourgeoisie. Il est donc impossible d'espérer une telle aide d'un gouvernement d'Union nationale. Le gouvernement actuel Blum-Boncour, faible, ballotté entre les contraires, ne peut l'accorder que par une pression considérable de toute la masse ouvrière. Si l'action autonome de celle-ci, en dehors de toute considération gouvernementale, est notoirement insuffisante comme nous l'avons dit au début, par contre, une action directe énergique en faveur de l'aide à l'Espagne, sans restriction ni condition, est indispensable pour que le gouvernement actuel, en butte à l'hostilité de la bourgeoisie, puisse la surmonter. Quelques politiciens dans les rangs bourgeois (Buré, de Kérillis) ont invoqué l'argument stalinien de la troisième frontière à défendre. Il est certain, sauf quelques rares exceptions, que la grande majorité de la bourgeoisie cherchera et cherche déjà, en offrant son aide financière à Franco, moyennant quelques conditions politiques, à écarter des Pyrénées la menace hitlérienne. Il serait donc fou de compter sur la classe bourgeoise pour une défense de la République espagnole. Celle-ci est inséparable de l'énergique action de classe menée en France contre le capital et le patronat, et capable de peser sur le gouvernement actuel pour que l'aide à l'Espagne passe de la théorie dans la réalité. La lutte contre le capitalisme pour la défense des salaires, la lutte contre le fascisme français pour la défense de la liberté et la lutte pour l'aide effective à la République espagnole ne sont que trois aspects partiels, mais inséparables du même combat décisif entre le prolétariat et la bourgeoisie en vue de la suprématie politique dans l'Europe occidentale.

Le 26 mars 1938.

M. COLLINET.

LES MINEURS CONTRE LA GUERRE

◆ ◆ ◆

Les travailleurs socialistes de la Fédération de Meurthe-et-Moselle sont foncièrement contre l'Union nationale, car mieux que quiconque, ils connaissent les conséquences fatales d'une pareille conjecture qui doit créer dans l'opinion publique les conditions favorables pour faire mettre sac au dos aux citoyens de notre pays. Ils pensent qu'il est scandaleux de parler de nécessité de notre défense nationale, quand journellement, ils voient s'acheminer des trains entiers de minerais vers le pays d'Hitler, minerais qui sera expédié en retour sous la forme d'obus et de mitraille.

L'Union nationale? Pour permettre au magnat du Comité des Forges, le traître de Wendel, de continuer à alimenter l'armement du Reich, alors que tous savent que, suivant le plan de mobilisation générale, il devrait y avoir sur le carreau des mines pour trois mois de stocks et qu'ils sont loin de s'y trouver, les expéditions continuant malgré la campagne d'affolement de l'opinion publique à qui on désigne Hitler comme l'agresseur éventuel.

Lorsqu'un individu est dangereux, et menace la tranquillité et la vie des citoyens de son voisinage, ces derniers ne vont pas lui offrir leurs revolvers pour qu'il soit encore plus redoutable. C'est pourtant à ce spectacle qu'on assiste en ce moment : on gargarise l'opinion publique sur le danger de la menace hitlérienne, demandant la formation du gouvernement d'Union nationale pour parer à ce danger, pour le plus grand profit du capitaliste minier de Meurthe-et-Moselle, et on laisse partir le minerai qui permettra de renforcer le bellicisme d'Hitler.

C'est une sinistre comédie, que cette Union nationale, et le devoir de la classe ouvrière est de se dresser contre les promoteurs de cette idée dont la conclusion logique sera la guerre.

Henri MIDON,
Secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle.

Dans la Presse révolutionnaire internationale...

Nous lisons dans le *New Leader* (ILP anglais) du 18 mars : « *La politique du mouvement ouvrier français suit un cours désastreux. Avant la marche d'Hitler sur l'Autriche, Blum avait déjà essayé de former un gouvernement d'Union nationale avec l'appui de la droite et des communistes. Le coup d'Hitler aura facilité sa tâche, il vient d'obtenir l'adhésion du Conseil national S.F.I.O. à sa politique d'union sacrée.* » Mais, constate ce journal, l'opposition Gauche révolutionnaire a encore renforcé sa position. Le *New Leader* prévoit la formation à bref délai d'un gouvernement à direction non-socialiste, axé sur la droite et le centre et excluant les communistes. « *Si le Parti socialiste,* conclut-il, *collabore à un gouvernement d'Union nationale, la classe ouvrière aura besoin de directives vigoureuses et indépendantes. Le P.C. se trouve actuellement dans une position avantageuse, car il ne fait pas partie du gouvernement, il peut donc le soutenir sans assumer la responsabilité des mesures impopulaires. Mais, d'après nos informations, les procès de Moscou ont diminué son prestige auprès des ouvriers. La Gauche révolutionnaire a aujourd'hui un grand rôle à jouer* ». Le *New Leader* du 25 mars reproduit notre résolution contre la guerre et l'Union sacrée et félicite la G.R. d'avoir pris nettement position.

L'Autriche martyre

Elle fut victime des traités de Versailles et de Saint-Germain, victime de l'impérialisme de l'Entente victorieuse, victime de l'incompréhension et de l'impuissance de la Société des Nations aux ordres des grandes puissances, victime de la faiblesse, de la pusillanimité du social-démocratisme international. L'Autriche annexée au III[e] Reich, c'est la conséquence du non-rattachement de l'Autriche à l'Allemagne républicaine d'après-guerre.

L'*Anschluss* était une nécessité économique et politique, née du démembrement de l'empire austro-hongrois. Elle répondait aux aspirations de la majorité du peuple autrichien, elle représentait une revendication importante de la social-démocratie autrichienne, et était une des conditions du maintien de la paix en Europe.

HISTORIQUE DE L'ANSCHLUSS

En octobre 1918, dans la première assemblée nationale provisoire formée par les députés de l'Autriche allemande, Victor Adler, au nom de la social-démocratie, demandait que l'Autriche allemande formât avec les peuples voisins que leur révolution nationale venait de libérer, une fédération libre, une espèce de communauté économique que les circonstances imposaient. Ou, si ces Etats refusaient, que l'Etat autrichien allemand, économiquement non viable, fût intégré à la République allemande.

Egalement au mois d'octobre, Otto Bauer écrivait dans l'*Arbeiter Zeitung* une série d'articles qui mettaient à l'ordre du jour la question de l'Anschluss.

La classe ouvrière, tout d'abord peu enthousiaste à l'idée du rattachement au Reich, fut totalement conquise à cette idée le 9 novembre lorsque, en Allemagne, un gouvernement socialiste appuyé sur les conseils d'ouvriers et de soldats, s'empara du pouvoir. Les travailleurs autrichiens comprenaient que l'Allemagne, pays vaste et industriel, offrait à la lutte pour le socialisme des conditions autrement plus favorables que le petit pays d'Autriche allemande semi-agraire et dépendant économiquement des Etats voisins.

Il fallait maintenant rallier la bourgeoisie avancée d'Autriche afin que fût plus importante la pression à exercer sur l'Entente. La social-démocratie rattacha l'idée de l'Anschluss à l'idée républicaine et montra que l'aspiration à l'unité allemande, héritage de la démocratie de 1848, devenait réalisable par la chute des dynasties des Habsbourg et des Hohenzollern.

Une campagne ardente fut menée. Le 12 novembre, la république était proclamée, et l'Assemblée nationale votait à la majorité que « l'Autriche allemande est partie intégrante de la République allemande ».

La République autrichienne réclamait donc officiellement son rattachement à l'Allemagne. En mars 1919, Otto Bauer, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, négociait avec le ministre des Affaires étrangères allemand, dans quelles conditions économiques et financières devrait s'effectuer l'Anschluss. Aucune publication ne pouvait en être faite tant que les clauses des traités ne seraient pas connues.

Quelle était la position des pays victorieux devant le problème?

Les hommes d'Etat des Etats-Unis reconnaissaient que l'Anschluss de l'Autriche allemande à l'Allemagne était la conséquence nécessaire de la dissolution de la monarchie des Habsbourg.

L'Italie était plus favorable à l'Anschluss qu'à une « Fédération du Danube ».

L'Angleterre, influencée par la révolution hongroise, craignait que des conditions de paix draconiennes pour l'Allemagne ne jetassent celle-ci dans les bras du bolchevisme, et elle se montrait assez disposée à invoquer aussi pour l'Allemagne le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais la France, la France impérialiste de Clemenceau et de Tardieu avait décrété que l'Autriche resterait séparée de l'Allemagne.

Le 7 mai 1919, paraissait le traité imposé à l'Allemagne; et l'article 80 stipulait que « le Reich allemand reconnaissait l'indépendance de l'Autriche, et que ce fait resterait intangible aussi longtemps que le Conseil de la Société des Nations n'en aurait pas décidé autrement ». La France avait triomphé : cet article était un compromis entre l'impérialisme français et le démocratisme wilsonnien. Mais il n'en constituait pas moins une interdiction catégorique de l'Anschluss.

Le 2 juin, le projet du traité de Saint-Germain était connu : c'était, au point de vue économique, la fin de l'Autriche. L'Entente promettait aux Tchèques la Bohême allemande, le pays des Sudètes, les territoires frontières de la Basse-Autriche, la région forestière de Bohême; elle promettait aux Italiens le sud allemand du Tyrol et aux Yougoslaves les villes allemandes du Steiermark, et la plus grande partie de la Carinthie avec la capitale, Klagenfurt.

Le 7 juin, dans un grand discours au Parlement, Otto Bauer déclarait que le peuple autrichien était plus que jamais persuadé qu'il ne pouvait trouver un avenir supportable que dans les cadres de la grande République allemande.

C'est à ce moment que la diplomatie française commença une lutte personnelle contre le leader de la social-démocratie, essayant d'atteindre en lui non seulement le ministre des Affaires étrangères, mais aussi le président de la Commission des socialisations, et ainsi donnant des armes à la réaction bourgeoise contre la République qu'animait la social-démocratie.

La lutte pour l'Anschluss se poursuivait malgré tout. Elle aboutit à un adoucissement du projet de traité. La Carinthie restait à l'Autriche, ainsi que Klagenfurt.

Néanmoins, l'Autriche allemande, privée des territoires industriels du pays des Sudètes et de la Bohême, des terres agricoles de la Hongrie, n'avait plus aucune possibilité de vie économique.

En 1922, elle appelait au secours : la débâcle financière était imminente. La solution qui continuait à s'imposer était l'Anschluss.

Mais la Société des Nations préféra enchaîner l'Autriche aux banquiers de Londres, de Paris, d'Amsterdam, de Zurich. Les grandes puissances lui consentirent un emprunt de 520 millions de couronnes-or. Mais à condition qu'elle ne compromettrait jamais son indépendance au profit d'aucun autre pays. Ce qui signifiait, non seulement une nouvelle interdiction de l'Anschluss, mais aussi l'interdiction de tout accord économique étroit avec l'Allemagne.

A condition aussi que l'Auriche accepterait le double contrôle d'un commissaire général nommé par la S.D.N., et d'un comité de contrôle composé de représentants des puissances qui participaient à l'emprunt. Ce comité de banquiers avait pour mission d'assainir la trésorerie de la République et de préparer avec le gouvernement bourgeois de l'époque (le gouvernement Seipel), un programme de réformes financières dont, naturellement, la classe ouvrière fit tous les frais.

C'était l'asservissement de l'Autriche par le capital étranger, sa mise en tutelle par tous les gouvernements capitalistes unis dans la Société des Nations. *C'était la restauration de la bourgeoisie sous la protection de la coalition impérialiste et capitaliste internationale,* la même qui s'était dressée et continuait à se dresser contre l'Anschluss.

Il n'y avait plus d'espoir possible en la réalisation de l'Anschluss. La Société des Nations savait trop bien que l'isolement de l'Autriche signifiait pour celle-ci la fin de la révolution sociale, l'impuissance de son mouvement ouvrier particulièrement ardent et combattif, pour autoriser son rattachement à l'Allemagne, que revendiquait surtout le socialisme.

Mais les partis socialistes de ces mêmes Etats impérialistes, mais l'Internationale ouvrière socialiste ont-ils épaulé l'action de la social-démocratie? En France, Paul-Boncour, au nom du parti socialiste dont il était membre, déclarait à la tribune du parlement que l'*Anschluss c'était la guerre.* L'I.O.S. était beaucoup plus à la remorque de la Société des Nations que soucieuse de mener sur le plan international une politique autonome de classe.

Dès 1919, c'est une campagne continue, sans arrêt, énergique, qui devait être menée par le socialisme international en faveur de la revision des traités, qui, basés sur la force, l'injustice et la haine, le mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contenaient en puissance une série de conflits internationaux.

Il fallait, pour cette indispensable revision, s'acharner à créer un courant international assez puissant pour contraindre la S.D.N. à examiner le problème.

Si l'Europe avait été refaite dans d'autres conditions, si les nations satisfaites, repues, avaient fait aux nations appauvries, sacrifiées par les traités, les concessions économiques qui s'imposaient, il n'y aurait pas à l'heure actuelle de danger fasciste international.

Il n'est pas besoin de rappeler que le fascisme qui représente la tentative désespérée du capitalisme pour sauver ses privilèges, a été rendu possible par la misère économique des peuples.

Si l'Anschluss avait été réalisé, Hitler ne maîtriserait aujourd'hui ni l'Allemagne ni l'Autriche : le socialisme serait le maître à Vienne, car c'est l'appauvrissement économique de l'Autriche, étroitement dépendante des pays voisins et tributaire du capital étranger, qui l'a rendue impuissante. Et la social-démocratie allemande, sous l'influence de la social-démocratie autrichienne qui a donné les preuves de sa conscience de classe révolutionnaire, aurait été amenée à pratiquer une autre politique que celle qui l'a coupée des masses et a été un élément important du succès d'Hitler.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Donc, le socialisme pendant ces dernières dix-neuf années n'a pas compris. Mais aujourd'hui comprend-il mieux?

A la politique d'armement imposée par le capitalisme international, quelle autre politique oppose-t-il? La même.

Il justifie la course catastrophique aux armements par la nécessité pour les Etats « démocratiques » de se défendre contre le fascisme. Et il paraît résigné devant la guerre qu'il semble considérer comme inévitable.

En France, pour la majorité du parti français, il n'y a pas d'autres moyens d'éviter la guerre que la réconciliation nationale, l'union sacrée, le surarmement, toutes solutions qui mènent directement à la guerre.

Il y en a d'autres cependant : la lutte énergique contre le capitalisme et le fascisme qu'il suscite, des propositions au monde, nettes, précises, de revision des traités et de désarmement; une action résolue pour l'embargo sur les matières premières nécessaires à la guerre (pétrole, mazout, etc.) qui seraient destinées aux Etats ayant refusé le désarmement.

Berthe FOUCHERE.